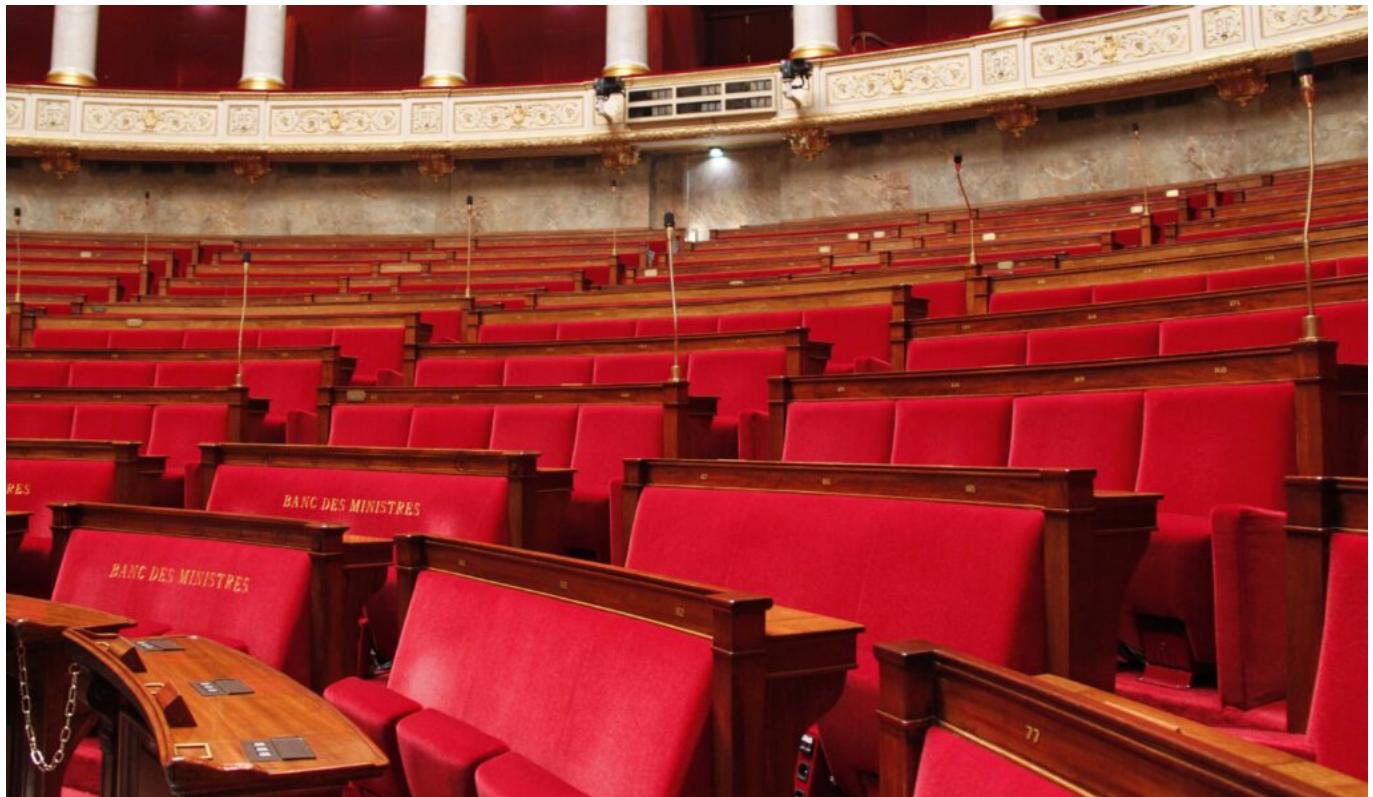


Ecrit par le 14 février 2026

Une élection peut en cacher une autre



La décision de la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président de la République, le soir même des élections européennes a fait totalement basculer ces dernières dans le champ de la politique intérieure. On est loin des grands enjeux de l'Union Européenne. Ces élections sont ainsi devenues malgré elles un outil d'une « clarification » de notre échiquier politique national.

« Un échec sanglant pour la majorité présidentielle, un danger pour la démocratie, une chance unique pour l'union de la gauche, une nécessité pour la droite de clarifier son positionnement, l'urgence d'un sursaut républicain, un coup de poker pour Emmanuel Macron »... qu'avons-nous pas entendu au soir des élections européennes le 9 juin ? Mais où est l'Europe dans ce grand déballage ? Que sont devenus les grands chantiers de l'Union Européenne comme la sécurité, la souveraineté, la réindustrialisation ou la transition énergétique ?

[« Peut-on sauver la démocratie? » c'est la question posée aux "Causeries de Châteauneuf-du-Pape"](#)

Ecrit par le 14 février 2026

Cette élection a pris la forme d'un exutoire de nos tensions politiques et de nos disfonctionnements démocratiques. Pour ne pas dire celle d'un référendum pour ou contre le Président de la République. Le besoin de « clarification politique » était au fond tellement important et les occasions pour les français de s'exprimer si peu nombreuses que ces élections ont été un moyen unique de prendre la parole et d'envoyer des messages. Et avec force. Jamais, depuis 30 ans, des élections européennes n'avaient autant mobilisé les électeurs français (51,83 % de participation). Et rarement une majorité présente n'avait reçu un tel désaveu (85,4 % des suffrages ont voté contre elle). Dans ces conditions, le Président de la République n'avait au fond pas d'autre choix que de dissoudre l'Assemblée Nationale.

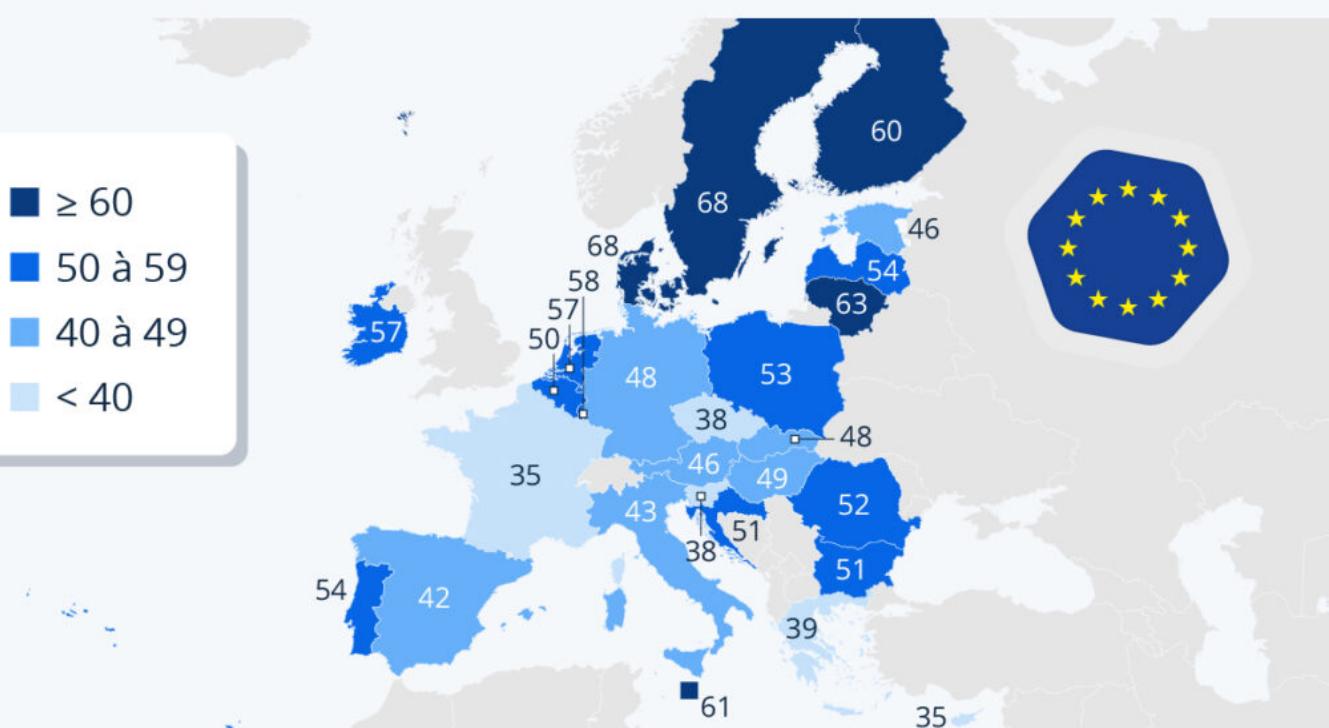
Le pari est risqué pour lui, et c'est son affaire. Mais c'est surtout l'occasion pour une majorité de français de renverser la table, eux aussi. Les européennes auront peut être au moins servi à cela, et c'est déjà beaucoup.

La confiance dans l'Union européenne

Ecrit par le 14 février 2026

La confiance dans l'Union européenne

Part des répondants disant avoir plutôt confiance en l'Union européenne, en %



Enquête réalisée en octobre et novembre 2023. Pays de l'UE à 27.

Source : Parlement européen



statista

Les [élections européennes](#) approchent à grands pas, et en France, la liste du Rassemblement National, menée par Jordan Bardella, caracole toujours en tête. Créditée de 31,5 % des intentions de vote dans la plus récente édition du baromètre Harris Interactive, la liste RN dépasse ainsi de loin celle de la majorité présidentielle, menée par Valérie Hayer (15 %), alors que la liste PS-Place Publique de Raphaël Glucksmann se rapproche lentement mais sûrement de cette dernière (14,5 %). Traditionnellement plutôt

Ecrit par le 14 février 2026

eurosceptique, le RN indique dans son programme vouloir mettre un frein à plusieurs politiques de l'UE, comme son élargissement, ou encore le projet de défense commune. Le RN dénonce également les mesures européennes pour l'environnement, qu'il juge punitives, et accuse l'« Europe passoire » d'être responsable d'une situation qu'il qualifie de « chaos migratoire ».

Sans surprise, selon le [dernier Eurobaromètre](#) des institutions européennes, réalisé à la fin de l'année 2023, les Français sont parmi les citoyens européens les plus sceptiques envers l'UE. En effet, seuls 35 % déclarent qu'ils tendent à avoir confiance dans les actions de l'institution, soit la plus faible proportion, ex æquo avec Chypre. Comme le montre notre infographie, les niveaux de confiance les plus élevés, c'est-à-dire plus de 55 % de la population, sont observés dans les pays nordiques (Danemark, Suède, Finlande, Lituanie), ainsi qu'au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Irlande et à Malte. À l'inverse, les citoyens des pays du pourtour méditerranéen (Grèce, Italie, Espagne), ainsi que les Tchèques et les Slovènes, sont plus sceptiques : entre 38 et 43 % affirment faire confiance à l'UE.

De Valentine Fourreau pour Statista

Élections européennes : le PS se rapproche de Renaissance

Ecrit par le 14 février 2026

Élections européennes : le PS se rapproche de Renaissance

Intentions de vote des Français aux élections européennes de juin 2024 (en %)



Enquête réalisée du 19 au 24 avril auprès de 10 651 adultes inscrits sur les listes électorales.

Source : Ipsos via Le Monde



statista

La liste PS-Place Publique aux élections européennes, menée par Raphaël Glucksmann, continue sa progression dans les sondages. Créditée de 10,5 % d'intentions de vote en novembre dernier, puis de 11,5 % en mars, elle atteint ce mois-ci les 14 %, d'après les résultats de la quatrième vague de l'[enquête électorale](#) réalisée par Ipsos, en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), l'Institut Montaigne, la Fondation Jean Jaurès et Le Monde. Le PS pourrait-il ainsi rattraper le

Ecrit par le 14 février 2026

groupe de la majorité présidentielle, associé au MoDem et au parti de l'ancien Premier ministre Édouard Philippe, Horizons ? La liste du parti présidentiel, menée par Valérie Hayer, a en effet connu un faible déclin ces derniers mois, puisqu'elle récoltait 18 % des intentions de vote le mois dernier, contre 17 % lors de la plus récente enquête, et pourrait ainsi se retrouver au coude-à-coude avec la liste PS lors des élections de juin.

La liste du Rassemblement National, menée par Jordan Bardella, arrive toujours largement en tête : elle est créditede de 32 % des intentions de vote en avril, une progression d'un point de pourcentage par rapport au mois dernier. Quant aux autres partis, ils récoltent tous moins de 10 % des intentions de vote.

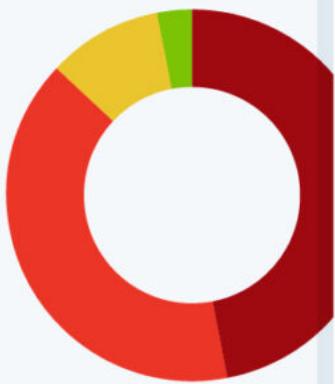
De Valentine Fourreau pour Statista

La menace de la désinformation plane sur les élections en 2024

Ecrit par le 14 février 2026

La menace de la désinformation plane sur les élections

Ressenti de la population face à la désinformation et aux "fake news" en vue des élections prévues en 2024*



Lors des élections, craignez-vous que la désinformation ait un impact sur la campagne et le vote d'une grande part d'électeurs ?

- Oui, définitivement **47 %**
- Oui, d'une certaine manière **38 %**
- Non, plutôt pas **10 %**
- Non, définitivement pas **3 %**

Sur quels canaux d'information pensez-vous que la désinformation et les "fake news" sont les plus répandues ? (2 réponses possibles, top 4)

Réseaux sociaux

68 %

Applications de messagerie en ligne

38 %

Sites web ou applications mobiles de média

20 %

Télévision

19 %

* Étude réalisée en septembre 2023 auprès de 8 000 adultes de 16 pays dans lesquels des élections étaient ou sont prévues en 2024 : 5 européens, 4 africains, 4 américains et 3 asiatiques.

Sources : Ipsos/Unesco



statista

Après les États-Unis, qui ont décidé début février d'interdire les appels automatisés effectués avec des [programmes d'IA](#), afin de lutter contre la recrudescence des arnaques à l'[approche des présidentielles](#), c'est l'Europe qui va être concernée par l'arrivée d'une mesure visant à lutter contre l'impact de la désinformation et des « [fake news](#) » sur les processus électoraux.

Ecrit par le 14 février 2026

Il s'agit d'une initiative du [réseau social chinois TikTok](#), rapportée par [BFM](#) le 15 février. La plateforme aux plus de 130 millions d'utilisateurs en Europe proposera en mars dans les 27 pays qui voteront lors des élections européennes prévues en juin un « centre d'information dédié aux élections afin que (les électeurs) puissent facilement distinguer les faits de la fiction ». Elle compte notamment à cette fin travailler avec les commissions électorales locales et les acteurs de la société civile.

Comme le montre notre infographie, présentant quelques chiffres clés de la dernière [étude Ipsos/Unesco](#) sur le sujet, environ 85 % de la population en âge de voter dans 16 pays où des élections sont prévues en 2024 est convaincue que la [désinformation](#) et les « fake news » auront un impact sur la campagne et le vote d'une grande part des électeurs cette année (dont 47 % un impact important). Les canaux d'information où les « fake news » sont les plus répandues d'après les répondants à l'enquête sont les [réseaux sociaux](#) (cités par 68 % d'entre eux) et les applications de messagerie en ligne comme [WhatsApp](#) et Telegram (38 %), loin devant les sites web d'information et la télévision (autour de 20 %).

De Tristan Gaudiaut pour Statista